

Renseignements personnels

Nom : Kam
Prénom : Gberdao Gustave
Date et lieu de naissance : 19 mai 1958, à Dolo (Bougouriba, Burkina Faso)

Profession

Magistrat de grade exceptionnel, 4^{ème} échelon.
Actuellement Juge au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR).
Chevalier de l'Ordre National.

Formation

Juillet 1985 Diplôme de Magistrat, École Nationale de Magistrature, Section internationale de Paris

Juillet 1983 Maîtrise en droit, option Droit privé, Université de Ouagadougou (École supérieure de Droit)

Juin 1978 Baccalauréat série B, Lycée Ouezzin Coulibaly de Bobo Dioulasso

Autres

- 1) Diplôme universitaire de communicateur en multimédia (création et maintenance de sites Internet, publication assistée sur ordinateur)
- 2) Participation à divers stages, séminaires et ateliers en rapport avec ma profession de magistrat.

Expérience professionnelle

Tribunal pénal international pour le Rwanda :

25 juin 2003 Election par l'Assemblée générale des Nations Unies comme juge ad litem au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). La liste de juges ad litem a été mise en place par le Conseil de sécurité [S/RES/1431 (2002)] pour permettre au Tribunal d'accélérer ses travaux.

13 septembre 2004 Le Secrétaire Général des Nations Unies m'a nommé pour la première fois pour siéger au TPIR dans le dossier Seromba, conformément à l'article 12 ter, paragraphe 2 du Statut du Tribunal.

13 octobre 2006 Par une nouvelle résolution, le Conseil de sécurité a prorogé mon mandat, et celui de tous les Juges du Tribunal, jusqu'au 31 décembre 2009.

Depuis mars 2008 Le Président du Tribunal m'a nommé comme Membre du Comité du Règlement (Rules Committee) du Tribunal qui a pour mandat d'étudier les textes pour faire toute proposition d'amendement nécessaire, et d'étudier toute proposition faite pour donner un avis motivé à la Présidence et à la Plénière des Juges.

Affaires

Août 2009	<p><i>Le Procureur contre Michel Bagaragaza</i> Le procès ayant débuté en août 2009, la Chambre de première instance a rendu son jugement portant condamnation le 17 novembre 2009.</p> <p><i>Le Procureur contre Tharcisse Muvunyi</i> Après révision du procès de l'accusé sur décision de la Chambre d'appel, la Chambre de première instance a rendu son jugement portant condamnation le 11 février 2010.</p>
31 avril 2008	<p><i>Le Procureur contre Callixte Kalimanzira</i> Le Secrétaire Général des Nations Unies m'a affecté à ce dossier. Le procès a commencé le 5 mai 2008 devrait se terminer selon les projections du Tribunal au cours de la première moitié de 2009.</p>
18 septembre 2006	<p><i>Le Procureur contre Siméon Nchamihigo</i> Le Secrétaire Général des Nations Unies m'a affecté à ce dossier. Le procès a commencé le 25 septembre 2006.</p>
24 septembre 2008	<p>La Chambre a rendu son jugement portant condamnation.</p>
8 novembre 2007	<p><i>Le Procureur contre GAA</i> Le Secrétaire Général des Nations Unies m'a affecté à ce dossier d'outrage à la Cour concernant un témoin protégé.</p>
1 ^{er} septembre 2005	<p><i>Le Procureur contre Édouard Karemera, Mathieu Ndirumpatse et Joseph Nzirorera</i> Le Secrétaire Général des Nations Unies m'a affecté à ce dossier. Ce dossier est encore en cours à ce jour, et la Chambre rend environ une centaine de décisions chaque année.</p>
26 mai 2005	<p><i>Le Procureur contre André Rwamakuba</i> Le Secrétaire Général des Nations Unies m'a affecté à ce dossier qui résulte d'une disjonction de l'affaire <i>Karemera et consorts</i>. Le procès a débuté le 5 juin 2006.</p>
20 septembre 2006	<p>La Chambre a rendu son jugement d'acquittement.</p>
27 août 2004	<p><i>Le Procureur contre Athanase Seromba</i> Le Secrétaire Général des Nations Unies m'a affecté à ce dossier. Le procès a débuté le 20 septembre 2004.</p>
13 décembre 2006	<p>La Chambre a rendu son jugement portant condamnation.</p>
Ministère de la Justice, Burkina Faso	
Juillet 2004	<p>Conseiller Technique du Ministre de la justice (cumulativement avec les fonctions de Coordonnateur du Projet PADEG) Ma fonction consistait à assister le Ministre dans l'étude de toutes les questions relevant de sa compétence, et à le représenter toutes les fois que requis.</p>
2003	<p>Projet PADEG (Programme d'appui à la consolidation du processus</p>

démocratique, l'État de droit et la bonne gouvernance).
Coordonnateur national du PADEG, cumulativement avec les fonctions au Ministère de la Justice.
À ce titre, j'étais en charge de l'élaboration et de l'exécution des devis programmes annuels, de la présentation des rapports techniques et financiers au comité de pilotage du programme, de l'ouverture et de la gestion du compte régie FED (Fonds européen de développement). J'étais aussi l'ordonnateur (en vertu de l'art. 313 de la convention de LOME IV) pour la signature de marchés de travaux, de marchés de fournitures/équipements et pour la signature de protocoles d'accord. Enfin, j'étais le Régisseur pour l'exécution de dépenses de rémunérations locales. Le Programme spécifiquement avait en charge la formation dans divers domaines de droit, des magistrats et tous intervenants en matière de justice (greffiers, officiers de police judiciaire, avocats et autres auxiliaires de justice, les associations de défense des droits de l'Homme). Pour ce faire nous élaboré des manuels et précis de droit dans divers domaines du droit : *Procédure pénale, droit pénal, droit pénal international, droit des personnes et de la Famille...*

2001-2003

Directeur des Etudes et de la Planification

À ce titre, je devais :

- (i) centraliser l'ensemble des données relatives aux activités du ministère et des projets en cours de réalisation ou à réaliser ;
- (ii) suivre et contrôler les projets inscrits ou non dans les plans et programmes de développement ;
- (iii) réaliser les études nécessaires à la dynamisation du ministère, notamment l'étude et la conception des projets du département ;
- (iv) organiser les passations des marchés publics relevant du ministère qu'elle préside, ce qui inclut l'élaboration des dossiers techniques des appels d'offres et des lettres de commande ;
- (v) suivre les relations avec les institutions internationales ;
- (vi) suivre les travaux des commissions mixtes de coopération ;
- (vii) élaborer, exécuter et suivre le schéma informatique du ministère ;
- (viii) élaborer et de suivre le planning des activités du ministère ;
- (ix) élaborer et assurer l'exécution des programmes annuels et triennaux d'investissements publics et du Ministère.

1999-2001

Directeur des affaires civiles pénales et du sceau

Il relevait de mes attributions de

- (i) suivre l'activité des juridictions civiles, commerciales, pénales, sociales et administratives ;
- (ii) contrôler le fonctionnement des tribunaux départementaux et d'arrondissement ;
- (iii) veiller à l'application effective des conventions internationales intéressant le droit privé la remise d'actes judiciaires, la transcription des mentions marginales sur les registres d'état civil, l'instruction des demandes de naturalisation.

1998 à 2002

Membre de la Délégation du Burkina Faso ayant participé aux travaux qui ont conduit à la création de la Cour Pénale Internationale

À ce titre, j'ai participé à Rome et au siège des Nations Unies (New York) à l'élaboration du Statut de la Cour pénale internationale (1998) ; à l'élaboration du Règlement de procédure et de preuve et des Éléments des crimes ; à l'élaboration du Règlement financier et des

règles de gestion financière ; de l'accord sur les privilèges et immunités ; et de l'accord sur les relations entre la Cour et l'ONU.

- 2001 (1) Membre de la commission de privatisation des entreprises publiques.
Cette commission de composition multidisciplinaire avait pour mandat d'assurer la privatisation de certaines sociétés d'Etat. J'y étais au titre du Ministère de la Justice.
(2) Membre de la Commission Nationale de Codification pour la relecture du Code de procédure pénale et de la Loi portant procédure applicable à la Chambre Criminelle.
Au sein de la Commission, je devais participer à la relecture des textes juridiques du Ministère et donner des avis sur des domaines ne relevant pas directement du ministère.
- 1998-2000 Commissaire du Gouvernement près le Tribunal Militaire de Ouagadougou.
À ce titre, je devais assurer les fonctions du ministère public devant le tribunal militaire, et procéder ou faire procéder à tous actes nécessaires à la poursuite des infractions à la loi pénale devant le tribunal militaire.
- 1996-1999 Procureur Général près la Cour d'Appel de Ouagadougou.
Il relevait de mes attributions d'assurer les fonctions du ministère public devant la Cour d'Appel, de veiller à l'application de la loi pénale sur le territoire national, de procéder ou faire procéder à tous actes nécessaires à la poursuite des infractions à la loi pénale, et de contrôler l'activité des Procureurs devant les juridictions du premier degré.
- 1992-1996 Président du Tribunal de Grande Instance de Koudougou.
- 1992-1995 Président du Tribunal de Grande Instance de Bobo Dioulasso.

À ce titre, je devais rendre des décisions judiciaires au 1er degré dans les affaires civiles, commerciales, et pénales relevant de la compétence du T.G.I. et dont le Tribunal avait été saisi, et prescrire des mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent.
- 1988-1992 Avocat, Cabinet Populaire d'assistance judiciaire - Ouagadougou
Mon travail consistait à représenter et à assister les parties et principalement les sociétés d'état, d'économie mixte en justice, à postuler, conclure et plaider devant les juridictions compétentes dans leurs intérêts.
- 1991-1992 Membre de la Commission d'Enquête Indépendante sur les crimes d'Assassinat de Oumarou Clément OUEDRAOGO, de tentative d'assassinat sur la personne de Moctar Tall.
La Commission a procédé à toutes les investigations requises sur l'ensemble du territoire national pour rechercher, appréhender les auteurs, coauteurs, complices des crimes commis sur la personne de Oumarou Clément Ouédraogo, ancien membre du Gouvernement.
- 1987-1988 Président du Tribunal de Première Instance de Tenkodogo.
À ce titre, je devais rendre des décisions judiciaires au 1er degré dans les affaires civiles, commerciales, et pénales relevant de la compétence

du T.G.I. et dont le Tribunal avait été saisi, et prescrire des mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent.

1985-1987 Juge d'instruction au Tribunal de Première instance de Bobo Dioulasso.
Il relevait de ma responsabilité de procéder ou faire procéder, conformément à la loi, à tous les actes d'information jugés utiles pour la manifestation de la vérité.

Autres centres d'intérêt

1986 Membre du Mouvement Burkinabé de Lutte contre le Racisme, l'Apartheid et pour l'Amitié entre les Peuples (MOBRAP) Mouvement associatif à caractère humanitaire international au Burkina Faso.

1989 Membre Fondateur et Secrétaire Général de l'APED-Liberté : Mouvement associatif pour la défense de la Démocratie et de la liberté.

1992 Membre fondateur de la Ligue des Consommateurs du Burkina (LCB) :
La Ligue des Consommateurs du Burkina (LCB) est une association de défense des consommateurs. La consommation de produits illicites, périmés et de mauvaise qualité est devenue une question de santé publique.

Connaissances linguistiques

Français	Parlé	très bien (courant)
	Lecture	très bien (courant)
	Écrit	très bien (courant)
Anglais	Parlé	assez bien
	Lecture	bien
	Écrit	bien